

Nouveau projet SLAM/ CCDA en gestation

Amener l'État guatémaltèque à soutenir la petite paysannerie

Notre prochain projet de coopération - *Souveraineté alimentaire et développement rural* - est en route. Déjà la Fondation Louise-Grenier lui a accordé un financement de 28 000 \$. Et, en avril prochain, il sera présenté au ministère québécois des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, le MRIFCE, en vue d'obtenir 120 000 \$.

Ce 3e projet avec le CCDA (*Comité Campesino del Altiplano*) est destiné à 15 communautés paysannes mayas: 10 de la région de Sololá et 5 de l'Alta Verápaz. Étant donné les ressources très limitées de ces communautés, en terres notamment, le projet soutiendra d'abord des activités agricoles d'autoconsommation: soutien à 300 familles pour produire du maïs et des légumineuses, ce qui assurera l'alimentation de base et donnera des surplus pouvant être vendus. Aussi, des projets pilotes seront menés dans 5 communautés afin que 66 familles expérimentent la production de légumes et s'initient à l'élevage d'animaux de basse-cour. Enfin pour assurer la sécurité alimentaire entre les récoltes, des entrepôts de grains seront établis: 15 entrepôts - 1 par communauté - permettant de stocker chacun 300 quintaux de grains.



Et c'est ici que le CCDA interpellera les institutions de l'État responsables du développement rural. Par exemple, pour les cultures de maïs et de légumineuses, il leur sera demandé de soutenir 500 autres familles paysannes: ceci implique que le ministère de l'Agriculture, le MAGA, leur fournisse semences + fertilisants, et que le *Fondo de Tierras* leur accorde un prêt sans intérêts pour la location des 334 hectares de terre nécessaires. Pour les projets pilotes, c'est le même raisonnement: le projet aidera 5 communautés, alors à l'État de faire aussi sa part en aidant 10 autres.

Historiquement, l'État guatémaltèque a toujours soutenu les grands propriétaires terriens, réservant "des miettes" aux familles paysannes. Ce qui est visé par notre partenaire est donc audacieux et demandera préparation et mobilisation. Aussi, le projet comporte-t-il un volet de formation des directions paysannes de chacune des communautés, les *Juntas directivas*. De plus, on portera une attention particulière à former des femmes dirigeantes. Enfin, des tables de négociation sont prévues avec chacune des autorités étatiques régionales concernées (MAGA, *Fondo de Tierras*, SESAN, municipalités de Sololá et de Cobán). Ainsi, les avancées à une table peuvent-elles servir à mettre de la pression aux autres tables... Tout un défi en perspective!

